



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

ÉCLAIRAGE

NOTE DE CONJONCTURE



NOTE DE CONJONCTURE

1. Une croissance mondiale modeste en 2020

Selon les prévisions de novembre 2019 de l'OCDE, la croissance du produit intérieur brut (PIB) est stable sur un an au troisième trimestre 2019. Parmi les pays du G7, les Etats-Unis enregistrent le taux de croissance le plus élevé (+2 % du PIB), suivis du Japon (+1,4 %) et de la France (+1,3 %). L'Italie enregistre le taux le plus faible (+0,3 %), à peine devancée par l'Allemagne (+0,5 %). Dans ses prévisions d'automne, la Commission européenne confirme la tendance modeste : +1,1 % de croissance en zone euro en 2019 et +1,2 % en 2020 et 2021.

La croissance mondiale en 2019 aura été marquée par des incertitudes nombreuses : protectionnisme montant entre les Etats-Unis, la Chine et l'Union européenne ; tensions géopolitiques au Moyen-Orient ; ralentissements américain, chinois et allemand (liés aux difficultés du secteur de l'automobile notamment) ; inquiétudes quant à la soutenabilité de la dette publique italienne ; incertitudes politiques en Italie et en Espagne, etc.

L'accord commercial récemment signé entre les Etats-Unis et la Chine pourrait atténuer une partie de ces incertitudes. Mais d'une part, les prochaines élections américaines rendent les intentions politiques de Donald Trump assez volatiles ; et d'autre part, l'accord trouvé permet seulement d'atténuer temporairement les tensions commerciales, sans régler les problèmes de fond (lire la [note Eco de janvier 2019 : Du commerce mondial aux enjeux géostratégiques](#)). Par ailleurs, l'adoption de l'accord de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) laisse désormais place à un nouveau défi : négocier les futures relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'UE d'ici fin 2020. En conséquence, peu de signaux plaident en faveur du dynamisme de l'activité économique mondiale en 2020. Plus fondamentalement, le protectionnisme sino-américain, la sortie du Royaume-Uni des échanges intra-européens ainsi que le développement des routes de la soie risque de reconfigurer les chaînes de valeur mondiales.

S'agissant de l'UE, le Green Deal (pacte vert) européen, présenté en janvier 2020 par la Commission européenne, est très attendu. Son objectif est de rendre l'UE climatiquement neutre d'ici à 2050.



Pour ce faire, le Green Deal doit notamment impulser des investissements publics et privés massifs – au moins 1000 milliards sur 10 ans – et aider plus particulièrement les régions et les travailleurs qui dépendent des énergies fossiles (le fonds de transition juste représenterait 7,5 milliards d'euros sur 7 années). D'autres mesures sont prévues, allant du renforcement des normes d'émission des véhicules, à l'élaboration d'une stratégie industrielle de décarbonation, ou encore l'instauration d'une taxe carbone aux frontières, etc. Mais en matière de financement et d'investissement, ce projet apparaît pourtant en-deçà des besoins pour atteindre la neutralité carbone (de 175 à 290 milliards par an). Cela supposera donc une parfaite jonction des forces pour atteindre la neutralité : il faudra combiner la capacité des Etats membres à s'engager dans le Green Deal - indépendamment de leurs intérêts propres- et celle de la future banque européenne du climat (autrement dit, la Banque centrale européenne) et de la Commission européenne à innover (obligations vertes non comptabilisées dans la dette des Etats, fiscalité environnementale européenne, etc.).

Côté français, les prévisions de décembre de l'INSEE et de la Banque de France confirment une croissance à +1,3% en 2019, soutenue par la demande intérieure (investissements des entreprises et consommation des

ménages), qui ralentirait à +1,1% en 2020. Il s'agit de ses plus faibles niveaux depuis 2012, selon l'OFCE.

La croissance française devrait légèrement se relever en 2021 et 2022, notamment sous l'effet d'une amélioration des exportations françaises. Tournée vers l'aéronautique, le luxe ou les services financiers notamment, la France sortirait davantage son épingle du jeu que l'Allemagne notamment, davantage concentrée sur des secteurs en difficulté (automobile, chimie, biens industriels).

2. Il est urgent de piloter l'avenir autrement

Par-delà ces prévisions de court terme, les perspectives de croissance mondiale tendent à baisser progressivement depuis plus de 50 ans. Les répercussions des inégalités, du changement climatique et de la pollution de l'air à long terme sur l'économie n'éclaircissent guère l'horizon.

Car le PIB ne dit rien de sa répartition ni de l'état de notre patrimoine naturel (lire la [note Eco de novembre 2018 : Quantifier pour transformer le régime de croissance](#)).

L'amélioration sur le front de l'emploi s'accompagne aussi d'une hausse de la précarité, y compris en France. Le niveau de l'emploi n'a jamais été aussi élevé et le taux de chômage poursuit sa décrue (de 7,6% à 7,3% entre 2019 et 2021 en zone



euro et de 8,5 % à 8 % en France sur la même période, selon les prévisions automnales de la Commission européenne). Mais cette amélioration repose pour partie sur l'accroissement du travail précaire. Le taux de risque de pauvreté au travail des personnes embauchées en emploi temporaire n'a cessé d'augmenter, et ce, bien avant la crise de 2008. En zone euro, ce taux est passé de 10,6 % à 17,2 % de 2005 à 2018. En France, il atteint 13 % en 2018, soit + 3,4 points par rapport à 2005. Le taux d'emploi à temps partiel involontaire parmi l'ensemble des emplois à temps partiel n'a pas retrouvé son niveau d'avant-crise (27,8 % en zone euro et 42 % en France en 2018). Le nombre de personnes cumulant plusieurs emplois a également augmenté (4,2% en zone euro en 2018 et 5,3% en France).

Sur le plan écologique, le bilan n'est pas plus reluisant. Les émissions de gaz à effet de serre ont repris leur progression depuis 2014 en Europe, comme en France, après une baisse quasi ininterrompue depuis la fin des années 90. Un tiers des sols de la planète est dégradé, les espèces s'éteignent de plus en plus vite et les matériaux et les énergies que nous extrayons et consommons réchauffent la planète de plus en plus vite. En 2016, l'OCDE constatait déjà, que l'artificialisation des sols en France augmentait plus vite que la population (+19% depuis 2000), et ce, au détriment de la biodiversité. En France métropolitaine, les trois quarts des

habitats nécessitant d'être protégés, notamment pour préserver la biodiversité, étaient dans un état inquiétant et une espèce sur cinq est menacée. La situation est particulièrement préoccupante en Outre-Mer.

Si le PIB est aveugle aux inégalités et aux dommages environnementaux, ceux-ci ont un impact direct sur la croissance. Une étude de 2014 de l'OCDE relevait que toute progression de 1 % des inégalités de revenus induit une baisse de 0,6 à 1,1 % du PIB, quelle que soit la partie de la distribution des revenus concernée par la hausse des inégalités. Et en juillet 2019, l'OCDE estimait les dommages environnementaux à 3 % du PIB mondial d'ici 2060 s'agissant du réchauffement climatique et de 1 % concernant la pollution atmosphérique. Ces estimations sont encore plus élevées en Asie et en Afrique, et particulièrement dans le secteur de l'agriculture – sur lequel repose notre survie.

Il est donc urgent d'écrire un nouveau récit pour la croissance, celle du progrès social, de la soutenabilité et de la résilience ; d'initier de nouvelles logiques économiques et productives. Cela nécessite de revoir en profondeur les balises qui guident nos politiques publiques, ainsi que les stratégies des entreprises pour être en capacité de relever les défis écologiques et sociaux du XXI^e siècle.

Retrouvez les notes Eco thématiques sur www.cfdt.fr, rubrique [Outils, puis Eclairages/Notes économiques](#) :

Comptabiliser le travail et l'environnement à leur juste valeur ! (décembre 2019)

Réformer les normes comptables pour remettre le travail et l'environnement au centre de la performance globale de l'entreprise. Les normes comptables regroupent des principes, des règles et des méthodes qui fixent le mode de fonctionnement de la comptabilité. En délimitant ce qu'est une charge, un produit, ce qui fait partie du patrimoine de l'entreprise ou ce qui représente une dette, les normes comptables définissent ce qui a de la valeur et ce qui coûte dans l'entreprise. En dépit de ce caractère stratégique, les normes comptables sont peu questionnées dans le débat public.

Transformer la dette publique en investissement (novembre 2019)

Les signes de ralentissement économique s'accumulent. Parallèlement, les taux d'intérêt sont historiquement bas. Dans ce contexte spécifique, il est nécessaire d'interroger la pertinence d'une stratégie de réduction des déficits et de l'endettement publics. La soutenabilité des finances publiques doit s'articuler à une stratégie qui intègre les enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

Les aides publiques aux entreprises : un outil de transformation à mieux réguler (octobre 2019)

L'État français doit orienter les investisseurs vers les marchés à fort potentiel écologique et de réduction des inégalités sociales. Pour ce faire, il doit considérer la période de taux durablement bas comme une opportunité pour l'investissement public et la transition écologique comme une solution économique et sociale durable. Toutefois, l'investissement public ne suffira pas. Le gouvernement doit aussi orienter les stratégies d'entreprise en régulant mieux les aides publiques et en responsabilisant les acteurs.

La protection sociale, une richesse à défendre (septembre 2019)

En 2017, les dépenses de protection sociale ont atteint en France 774,5 Md€, soit environ un tiers du produit intérieur brut (PIB), dont 727,9 Md€ consacrés aux prestations (vieillesse, santé, famille, chômage, pauvreté, invalidité, etc.). Un « pognon de dingue » qui expliquerait par sa trop grande générosité – la France n'est-elle pas championne du monde en la matière ? – la perte de compétitivité économique du pays et son chômage de masse. Remettons cette « générosité » du modèle français en perspective. Du point de vue micro économique, les entreprises ont tout intérêt à bénéficier d'un haut niveau de protection sociale pour les travailleurs. Du point de vue macro-économique, tant que les recettes sont à la hauteur des dépenses, il ne s'agit que de redistribution : les prélèvements sur les uns financent les prestations servies à d'autres et contribuent fortement à la réduction des inégalités. En outre, les prestations sociales en nature font vivre des secteurs économiques entiers et les prestations sociales en espèces (pensions de retraite, allocations...) se traduisent directement en revenus qui vont être dépensés ou épargnés. Dans les deux cas, les dépenses de protection sociale alimentent la machine économique et la croissance, tout en structurant un modèle de protection sociale solidaire de haut niveau.

Finance durable et syndicalisme : la mise en œuvre d'une transition écologique juste (juin 2019)

Grâce à l'investissement socialement responsable (ISR), il est possible de faire fructifier son épargne (individuelle et collective) tout améliorant l'impact social et environnemental des entreprises.